

Crise, désindustrialisation et protectionnisme : deux livres à débattre

Jean-Marie Harribey

25 mars 2012

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2012/03/25/crise-desindustrialisation-et-protectionnisme-deux-livres-a-debattre>

Près de quatre décennies de financiarisation, de mondialisation, de dérégulations et de suraccumulation de capital ont plongé le monde dans une crise monumentale, aggravant le chômage et les inégalités déjà fortement installés. Le monde entier est touché et beaucoup de pays riches, dont la France, doivent faire face à un phénomène de désindustrialisation au moment où plusieurs grands pays émergents deviennent des exportateurs nets de produits industriels. Il n'est donc pas étonnant que des voix s'élèvent en faveur d'un retour à un « made in France ». Comment y parvenir ? Deux livres récents essaient de répondre.

« Inévitable protectionnisme »

Trois journalistes, Franck Dedieu, Benjamin Masse-Stamberger et Adrien de Tricornot publient *Inévitable protectionnisme* (Gallimard, 2012)¹, dans lequel ils proposent d'instaurer un protectionnisme pour taxer les produits dont la fabrication ne respecterait pas des normes sociales ou environnementales, et favoriser ainsi le renouveau d'un tissu industriel peu à peu détruit. On doit saluer cet essai rompant avec la doxa libérale qui fut et qui est encore celle des trois journaux pour lesquels travaillent les auteurs : *L'Expansion*, *L'Express* et *Le Monde*. Et il alimentera le débat concernant les voies pour sortir de la crise en cette période tourmentée et en pleine campagne électorale.

Pourquoi cet appel à « changer de modèle » (p. 131) laisse-t-il cependant songeur ? À propos du diagnostic d'abord. La crise actuelle est-elle une crise venant du libre-échange des marchandises ou bien de l'impasse d'un modèle d'accumulation ? Est-il pertinent qu'en 250 pages d'analyse de la situation mondiale, le mot « capitalisme » ne soit pas prononcé une seule fois ? La dégradation de la part salariale dans la valeur ajoutée s'est produite en France entre 1983 et 1989, soit avant l'émergence de la Chine. Les délocalisations vers ce pays sont imputées à son agressivité commerciale, assez peu à la stratégie de profit des firmes multinationales qui prime sur toute autre considération. La sous-évaluation du yuan est une « manipulation monétaire » qui fait de lui une « monnaie de combat » (p. 142). Pourquoi le yuan n'est-il pas vu aussi comme un instrument un peu maîtrisé dans un océan de dérégulation du marché des changes voulu par les pays capitalistes dominants ? De plus, s'il y a une part des délocalisations qui est due aux décisions d'investir ailleurs par les multinationales, la perte d'emplois industriels est avant tout le résultat de la rationalisation du travail à outrance à l'intérieur même des vieux pays industriels. Et que dire de la stigmatisation de « l'ogre énergétique chinois » (p. 177) quand on sait que la moitié de la production industrielle fabriquée en Chine est destinée aux consommateurs occidentaux ?

Concernant « la » solution, les auteurs se prononcent pour un « protectionnisme altruiste » (p. 189) sous forme de droits de douanes aux frontières de l'Europe et aussi autour d'entités régionales comme l'Afrique. L'intention est bonne pour amorcer une réindustrialisation d'un côté et faire émerger une industrie de l'autre. Mais ces nouveaux droits de douane ne résolvent pas deux problèmes. Le premier porte sur ce qu'on appelle la

¹ Un extrait de mon commentaire de ce livre est paru dans *L'Humanité*, 14 février 2012.

« chaîne de valeur » : réindustrialiser par un frein aux importations et la reconquête de marchés extérieurs est-il crédible si les biens exportés incorporent des éléments importés ? Le second est que ces taxes ne porteraient pas sur les produits venant des Vingt-Sept pays de l'Union européenne, dont plusieurs ont des coûts de production, notamment salariaux, très bas, comparés aux autres partenaires.

On reste pour le moins dubitatif devant la profession de foi des auteurs en faveur d'une « union sacrée entre patrons, salariés et pouvoirs publics à l'échelle du continent » car « la crise actuelle nécessite un double rapprochement : l'un physique entre le producteur et le consommateur, l'autre moral entre le patron et le salarié » (p. 221). Enfin, au moment où la violence du capital s'exerce sur toute la société et surtout sur les classes les plus pauvres, seules les classes moyennes semblent retenir l'attention et la sollicitude des auteurs.

« L'urgence industrielle ! »

Le livre de Gabriel Colletis, *L'urgence industrielle !* (Le Bord de l'eau, 2011), est d'une autre facture. Le point de départ est à peu près le même : la France se désindustrialise. Mais ce qui est intéressant ici, c'est l'argumentation pour montrer que l'industrie reste la base de tout développement économique. Exit donc les thèses d'une économie qui pourrait être fondée uniquement sur les services : eux-mêmes nécessitent une base matérielle en amont ainsi que pour leur propre production, et il est impossible d'asseoir l'équilibre du commerce extérieur si la majeure partie des biens industriels est importée. Une société de services est donc un « mythe », écrit l'auteur (p. 20). L'externalisation par les grandes entreprises industrielles de leurs activités traditionnelles de services ne doit pas masquer le fait que « ce sont plus de 40 % des salariés du secteur marchand qui travaillent dans ou pour l'industrie » (p. 21), sans compter que nombre d'entreprises voient leur activité qualifiée de service alors que « leur production revêt les caractéristiques d'une activité industrielle (notamment l'importance des équipements physiques) », à l'instar de France Telecom ou d'EDF (p. 21).

Colletis plaide donc pour redécouvrir l'industrie et critique vertement, si l'on peut dire, l'abandon de véritables politiques industrielles après l'ère des aides à l'aéronautique ou aux télécommunications, dans un temps où l'on pratiquait la planification à la française. Selon lui, le déclin de l'industrie française doit beaucoup à la faiblesse de la croissance économique depuis plusieurs décennies. Notre pays n'est pas le seul exemple : aux États-Unis, on voit bien que la stratégie d'internationalisation des grands groupes financiers a conduit « au déficit d'activité et au déficit du commerce extérieur » (p. 43). Beaucoup plus que l'Allemagne et le Japon, les États-Unis et aussi la France ont vu leurs grands groupes multiplier les investissements directs à l'étranger et aussi délocaliser une part de leurs productions. Il en résulte une extraversion des économies et le primat donné à la compétitivité-prix.

Ces transformations se déroulent dans un contexte de financiarisation généralisée, aux dépens « des investissements et des salaires », tandis que les intérêts des actionnaires étaient privilégiés produisant un « renversement de la relation entre l'investissement et la finance » (p. 65 à 69). Et le principal mérite de ce livre est de critiquer la conception du travail que la financiarisation a imposée, dont les conséquences sont la dévalorisation du travail, le mépris des compétences, le défaut de qualification et de formation professionnelle, qui vont de pair avec le déclin de l'effort d'innovation et de recherche-développement, déclin dont la responsabilité incombe avant tout aux grandes entreprises privées et à l'État. La raison principale tient, selon l'auteur, « à une vision de l'industrie considérée, non comme un *système global* (marqué par la densité des interrelations entre firmes, voire entre firmes et d'autres institutions comme les universités, les laboratoires de recherche), mais comme une simple *somme d'entreprises*. La politique industrielle française, contrairement à la politique industrielle allemande, n'aura jamais cherché à prendre en compte les interdépendances entre

secteurs au sein de ce qui peut être considéré comme un système productif. » (p. 92 et 109). Et Colletis de s'insurger contre l'illusion de la « fée technologie » (p. 95), consistant à croire de bon ton d'abandonner les filières dites traditionnelles. Il n'est donc pas étonnant que « le déclin de l'industrie française réside dans le couplage d'une compétitivité recherchée principalement dans la maîtrise des prix et des salaires et d'une politique de l'emploi centrée sur les réductions de "charges" » (p. 106).

L'ensemble du diagnostic posé par Colletis est à la fois convaincant sur de nombreux points et soulève ailleurs des questions importantes. Par exemple, quels sont les liens entre la crise mondiale actuelle et le déclin industriel relatif, voire absolu, de certains pays ? La réponse de l'auteur me paraît contestable. À plusieurs reprises, il explique, avec raison « qu'aucun pays ne peut se développer ou rester un pays avancé sans base productive » (p. 13 et 36). Mais est-il vrai que « c'est pour l'avoir ignoré que certains pays s'enfoncent aujourd'hui dans le chaos et que d'autres, dont la France, risquent d'être entraînés sur la pente du déclin » (p. 13 et 36, également p. 18, 143, 177) ? Autrement dit, la crise capitaliste, qui est mondiale, s'explique-t-elle par le déclin industriel de certains pays ? Je ne le pense pas, car il s'agit d'une crise globale du régime d'accumulation du capital qui a prévalu depuis plusieurs décennies. Tous les grands secteurs industriels sont aujourd'hui en situation de surproduction et sont confrontés à la raréfaction programmée des matières premières, d'où l'imbrication de la crise du capitalisme et de celle du productivisme. D'ailleurs, Colletis en est conscient puisqu'il souligne l'impact néfaste de la financiarisation sur les choix stratégiques des grands groupes. Mais la division internationale du travail qui découle de ces choix et qui modifie l'importance relative des industries entre pays développés et pays émergents est une conséquence du virage néolibéral pris au cours des décennies 1970-1980 pour remédier à la crise de rentabilité du capital précédente. Un virage néolibéral qui s'est révélé à long terme être une impasse dont la crise actuelle est le signe. Ce n'est pas le déclin industriel qui mène à la crise en France, en Europe, aux Etats-Unis et ailleurs, c'est l'accumulation du capital, avec son exacerbation financière, qui y mène, avec un volet industriel plus marqué pour certains pays que pour d'autres.

Ainsi, l'explosion du chômage à partir des années 1970-1980 ne peut être principalement imputée à la désindustrialisation, aux délocalisations, voire à l'émergence plus tardive de la Chine. La décision brutale et rapide de modifier le rapport de forces entre capital et travail avec la rigueur reaganienne aux États-Unis, thatchérienne au Royaume-Uni, à partir de 1980, et social-démocrate en France en 1983, dont l'aspect le plus visible fut la baisse quasi immédiate de la part salariale dans la valeur ajoutée, a peu à voir avec le processus de moyen et long terme de désindustrialisation.

Colletis a beau répéter que « la crise est économique et sociale avant d'être financière », ce en quoi on lui donnera raison, il a tort de penser qu'« elle résulte très largement de l'affaiblissement de l'outil industriel et des capacités productives nationales » (p. 143 et 177). Une crise aussi mondiale, aussi globale, aussi multidimensionnelle ne peut être analysée comme une somme de crises nationales, encore moins comme une somme de crises de quelques nations. Si, comme il le dit et comme je le pense aussi, la crise est sociale, cela signifie qu'il y a une limite à l'exploitation de la force de travail, ne serait-ce que pour écouler les marchandises, au-delà de laquelle la hausse du taux de profit est impossible. Et si la crise est également écologique, c'est qu'il y a une limite à l'exploitation de la nature. Le capital se heurte donc planétairement à une double barrière dont le recul s'avère de plus en plus difficile. À mon sens, le livre de Colletis sous-estime ces limites, bien qu'il mentionne le « mirage de la croissance verte » (p. 100) et « la préservation et le respect de la nature » nécessaires (p. 124-128).²

² Je ne reviens pas ici sur un problème que j'ai abordé plusieurs fois concernant l'évolution possible que pourrait connaître le PIB si la production de qualité se généralisait. Colletis reprend avec raison l'idée que la valeur des

Au-delà, il reste tout un pan de ce livre qui mérite d'être salué : celui des propositions pour aller vers un « renouveau de l'industrie » (chapitre III), mettre la « démocratie industrielle au cœur d'un nouveau projet de développement » (chapitre IV) et « agir pour un changement de paradigme » (conclusion). On saura gré à l'auteur de prôner la réhabilitation du travail comme clé de voûte de son projet, la réhabilitation des compétences et la promotion de productions utiles à la société. Dans ce but, il appelle à une « reterritorialisation » des activités « sur la base d'une offre de spécificité des territoires » qui est différente d'une simple relocalisation « reposant sur des comparaisons de coûts » (p. 128). Mais une question surgit à propos des travailleurs qualifiés de cognitifs : « Le travail créatif doit pouvoir se substituer largement à la force de travail » (p. 159). Cela signifierait-il que la force de travail ne combine pas toujours capacités physiques et capacités cognitives ?³

Alors, ressurgissent en termes de propositions les incertitudes rencontrées au niveau du diagnostic. Si nous sommes dans une crise qui appelle aussi vite que possible un dépassement des logiques capitaliste et productiviste, que signifie la proclamation suivante : « La nécessaire renaissance de l'industrie passe par une refondation du compromis social entre travail et capital et une nouvelle alliance autour des producteurs dont la devise pourrait être "*Ferro non auro*" (Par le fer et non par l'or) » (p. 142) ? D'un côté, l'auteur appelle de ses vœux l'innovation, mais, de l'autre, refuse l'augmentation de la productivité du travail (p. 16), tout en affirmant « qu'aucune contrainte insupportable ne pèse sur une croissance économique forte » (p. 31). N'y a-t-il pas une faille quelque part dans le raisonnement ?

Très souvent, et c'est le cas ici, la relation entre production, productivité du travail et emploi est analysée en oubliant une quatrième variable, celle de la durée du travail. Colletis écrit : « Il est vraisemblable qu'une partie significative des emplois industriels perdus dans les dernières décennies est le résultat de l'externalisation de certaines fonctions vers des entreprises de service mais aussi de gains de productivité qui, sans être sur une pente très forte, ont été le plus souvent supérieurs au rythme de la croissance économique. Ils ne détruisent des emplois que si leur rythme de croissance est supérieur à celui de l'activité économique. » (p. 41). Comme l'auteur ne fait pas de distinction entre productivité par tête et productivité horaire, il omet la durée du travail ou bien alors la considère comme constante. Or, c'est parce que la durée du travail a insuffisamment diminué que les gains de productivité horaire, dans un contexte de faible croissance de la production, ont pu provoquer des pertes d'emplois, voire en détruire. Donc le chômage n'est pas dû aux gains de productivité en soi, ni à la faible croissance économique en soi, mais à la captation des gains de productivité (donc captation de valeur) par le capital, qui a empêché les créations d'emplois. On ne peut pas comprendre les transformations contemporaines du processus productif si on ne met pas

biens et services de nature différente serait vraisemblablement supérieure à celles des produits actuels, et donc qu'on pourrait peut-être connaître une augmentation du PIB (p. 125), contrairement à ce qu'affirment les théoriciens de la décroissance. Cependant Colletis a tort de se référer au livre collectif dirigé par T. Coutrot, D. Flacher et D. Méda, *Les chemins de la transition, pour en finir avec ce vieux monde* (Éd. Utopia, 2011), que j'ai rapporté en son temps sur ce blog (<http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2011/06/26/sur-la-transition-sociale-et-ecologique-quelques-lectures/#more-223>), parce que, à l'intérieur de ce livre, les auteurs avec qui j'ai souvent discuté de ce point (notamment Jean Gadrey) soutiennent exactement le contraire. D'ailleurs, un article récent de T. Coutrot et J. Gadrey, « La "croissance verte" en question », *ETUI Policy Brief*, n° 3, 2012, <http://www.etui.org/Publications2/Policy-Briefs/European-Economic-Employment-and-Social-Policy/Green-growth-is-called-into-question>, (article avec lequel je suis d'accord sur le plan des objectifs écologiques) réitère ce qui me semble être des erreurs méthodologiques manifestes : celle concernant la valeur du PIB évoquée ci-dessus, et celle consistant à chercher une corrélation entre une variable bornée par définition (espérance de vie) et une autre qui ne l'est pas (PIB), et à conclure à une absence de corrélation quand la variable bornée se rapproche asymptotiquement de sa limite : il ne peut évidemment pas en être autrement.

³ La thèse du cognitivisme est de ce point de vue contestable : voir J.M. Harribey, « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *Actuel Marx*, n° 36, septembre 2004, p. 151-180, harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/cognitivisme.pdf.

rapport les quatre variables ci-dessus avec la répartition des revenus. Aussi, l'affirmation contraire de Colletis me semble fautive : « Une nouvelle conception de la centralité du travail – qu'il convient de promouvoir aujourd'hui – ne se joue plus sur les gains de productivité et leur répartition mais sur celle de la formation et de la reconnaissance des *compétences*. » (p. 120). Je pense que la répartition reste et restera la clé de voûte pour amorcer une transition sociale et écologique, et que la réduction du temps de travail comporte une double dimension, quantitative et qualitative. L'opposition que fait Colletis (p. 126) entre ces deux aspects me paraît incompréhensible ou bien renvoie à une absence d'imbrication des questions sociale et écologique.

Car il y a bien des contraintes insurmontables qui pèsent sur la production : deux essentiellement. On ne peut pas imposer n'importe quel taux d'exploitation à la force de travail en la faisant travailler toujours plus. Et on ne peut pas dépasser les limites de la planète. L'impensé de ces deux types de limites est sans doute à la source de la faille que j'entrevois ci-dessus. Lors du débat, parfois un peu vif, que j'ai eu l'an dernier avec les partisans de la démondialisation, je pressentais que nous n'avions pas tout à fait le même diagnostic sur la crise du capitalisme et qu'il y avait un risque de nostalgie des Trente Glorieuses dans les propositions d'une réindustrialisation qui serait protégée par des barrières douanières, alors que, de l'avis de tous, il s'agit d'inventer un modèle industriel qui n'existe nulle part encore et dont il est curieux que l'on veuille se protéger.⁴

⁴ Pour compléter mon propos, sur la désindustrialisation et le coût du travail : M. Husson, « Compétitivité et coût du travail », 2012, <http://hussonet.free.fr/compet12.pdf> ; M. Coris, « Délocaliser n'est pas une fatalité », *Le Monde*, 28 février 2012 ; G. Duménil, D. Lévy, « Que cache l'engouement pour les relocalisations ? », *Le Monde diplomatique*, mars 2012 ; L. Carroué, « Industrie, socle de la puissance », *Le Monde diplomatique*, mars 2012. Sur la démondialisation : J.M. Harribey, « La démondialisation en débat », *Cahiers français*, n° 367, mars-avril 2012, harribey.u-bordeaux.fr/travaux/europe/demondialisation-cahiers-francais.pdf.